

**CONVOCATION**  
pour les séances publique et plénière du  
**mardi 24 juillet 2018**  
**à 14h30**

---

**ORDRE DU JOUR**

---

**SÉANCE PUBLIQUE**

- 1) **51.148**      Projet de loi relative à une administration transparente et ouverte  
(doc. parl. 6810)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants*

- 2) **51.691**      Projet de loi modifiant
1. le Code de la sécurité sociale;
  2. la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg;
  3. la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité
- (doc. parl. 7004)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants*

- 3) **52.332**      Projet de loi ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un dixième programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique  
(doc. parl. 7169)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants*

- 4) **52.409**      Projet de loi portant fixation des conditions et modalités d'un compte épargne-temps dans la Fonction publique et modification :
- 1° du Code du travail ; et
  - 2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
- (doc. parl. 7171)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants*

- 5) **52.423**      Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques  
(doc. parl. 7198)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants*

- 6) **52.493**      Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/2258 du Conseil du 6 décembre 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne

l'accès des autorités fiscales aux informations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et modifiant

1. la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal ;
2. la loi du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD), et
3. la loi du 23 décembre 2016 relative à la déclaration pays par pays

(doc. parl. 7208)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants*

**7) 52.595**

Projet de loi

- 1° du Code pénal ;
  - 2° du Code de procédure pénale ;
  - 3° du Nouveau Code de procédure civile ;
  - 4° de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ;
  - 5° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ;
  - 6° de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
  - 7° de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant 1. approbation de la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988 ; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle ;
  - 8° de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990 ; 2. modification de certaines dispositions du code pénal; 3. modification de la loi du 17 mars 1992 1. portant approbation de la Convention des Nations-Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988 ; 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie ; 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle,
- en vue d'adapter le régime de confiscation

(doc. parl. 7220)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à l'unanimité des 17 votants*

**8) 52.656**

Projet de loi portant modification :

1. de la loi modifiée du 18 décembre 1987 organisant le centre thermal et de santé de Mondorf-les-Bains ;
2. de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé ;
3. de la loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac ;
4. de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute

(doc. parl. 7283)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à  
l'unanimité des 17 votants*

- 9) **52.753**      Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments existants et à l'extension de la caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch  
(doc. parl. 7272)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à  
l'unanimité des 17 votants*

- 10) **52.794**      Projet de loi portant approbation de la Convention de coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en matière de médicaments et de produits de santé, fait à Luxembourg, le 17 janvier 2018  
(doc. parl. 7277)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à  
l'unanimité des 16 votants*

- 11) **52.799**      Projet de loi relatif à l'aménagement du contournement routier de Bascharage et portant modification de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes  
(doc. parl. 7284)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à  
l'unanimité des 17 votants*

- 12) **52.858**      Projet de loi  
1° relative à la mise en application du règlement (UE) 2016/1103 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux et du règlement (UE) 2016/1104 du Conseil du 24 juin 2016 mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés ; et  
2° modifiant le Nouveau Code de procédure civile en y ajoutant un article 685-2<sup>ter</sup>  
(doc. parl. 7305)

*Le Conseil d'Etat a accordé la dispense du second vote constitutionnel à  
l'unanimité des 17 votants*

## **SÉANCE PLÉNIÈRE**

### **Projets de loi**

- 1) **52.580**      Projet de loi instituant un Registre des bénéficiaires effectifs et portant  
1. transposition des dispositions de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission ayant trait au registre des bénéficiaires

- effectifs des sociétés et autres entités juridiques et aux obligations de celles-ci en rapport avec leurs bénéficiaires effectifs ;
2. modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises
- (+ *Amendements gouvernementaux du 10 juillet 2018*)

(doc. parl. 7217)

- 2) 52.696**      Projet de loi portant transposition de la directive 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire et abrogeant
1. la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire ;
  2. la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation ; et
  3. la loi du 3 août 2010 relative à la régulation du marché ferroviaire

(doc. parl. 7254)

- 3) 52.786**      Projet de loi modifiant la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

(doc. parl. 7275)

### **Projets de règlement**

- 4) 52.697**      Projet de règlement grand-ducal abrogeant
1. le règlement grand-ducal modifié du 24 octobre 2003 sur les conditions de délivrance et de validité des licences des entreprises ferroviaires ;
  2. le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 sur les modalités d'accès à l'infrastructure et leur tarification

- 5) 52.730**      Projet de règlement grand-ducal déterminant les aides en rapport avec la promotion du transport fluvial et le développement des infrastructures fluviales

- 6) 52.787**      Projet de règlement grand-ducal modifiant
- 1) l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques,
  - 2) le règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules et en matière de permis à points

- 7) 52.928**      Projet de règlement grand-ducal
1. modifiant le règlement grand-ducal modifié du 19 mai 2009 portant fixation des indemnités dues aux membres des commissions d'examen, aux experts et surveillants des examens de fin d'apprentissage et des examens menant au brevet de maîtrise et
  2. abrogeant le règlement grand-ducal modifié du 1er juillet 2005 portant organisation de l'examen de fin d'apprentissage

- 8) 52.930**      Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 10 juillet 2003 portant institution de classes d'accueil et de classes d'insertion

dans le cycle inférieur et le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique

**9) 52.976**

Projet de règlement grand-ducal

1. modifiant le règlement grand-ducal modifié du 10 août 2005 relatif au fonctionnement du lycée-pilote, et
2. abrogeant le règlement grand-ducal du 27 août 2012 portant sur les classes de la division supérieure de l'enseignement secondaire dans le cycle de formation du lycée Ermesinde